

# Une nouvelle stratégie pour le commerce extérieur

- L'actuelle feuille de route arrive à échéance l'année prochaine
- Le taux d'intégration, l'éternelle préoccupation

LE commerce extérieur sera doté d'une nouvelle stratégie couvrant la période 2016-2020. Comme cela a été annoncé par L'Economiste (voir édition du mercredi 2 septembre), une étude sera lancée en octobre. «Nous avons la stratégie Maroc export plus qui couvre la période 2009-2016 et nous sommes en train de lancer une vision pour les cinq prochaines années», explique un responsable au ministère du Commerce extérieur.

Au moment où le déficit commercial s'était creusé, le gouvernement avait mis en place un Plan de développement des échanges extérieurs qui prend fin en 2016. Au total, quarante mesures ont été déclinées dont près de 60% ont été réalisées. Celles-ci se rapportent notamment à la promotion du dispositif d'accompagnement auprès des entreprises exportatrices, la mise en place d'un programme d'accompagnement des entreprises primo-exportatrices ainsi que le renforcement du rôle des services économiques

des ambassades afin d'améliorer la veille commerciale. L'accélération du chantier de dématérialisation des documents du commerce extérieur figure aussi parmi les mesures phares.

Aujourd'hui, le contexte change. D'abord, au niveau international, mar-

gétique. «A près de 70%, le recul du déficit commercial est dû à la chute du cours du pétrole. A cela s'ajoutent le bon comportement des exportations de l'automobile ainsi que la baisse des importations et les contrôles qui ont permis de stopper beaucoup d'aberration», poursuit

ré. Le secteur automobile (câblage et construction) a ravi aux phosphates la première place des secteurs exportateurs avec un chiffre d'affaires de 40,1 milliards de dirhams contre 38,2 milliards pour les phosphates et dérivés en 2014. Un résultat qui mérite toutefois d'être

nuancé puisque le contenu en importations des exportations automobile continu à être important. «Renault n'est pas seulement un projet industriel au niveau du Maroc mais de toute la région. Ceci étant, le taux d'intégration est dans un processus de développement continu», souligne un haut responsable. Il rappelle aussi que «des négociations entre Renault et l'industrie de la sidérurgie sont en cours et que Peugeot démar-

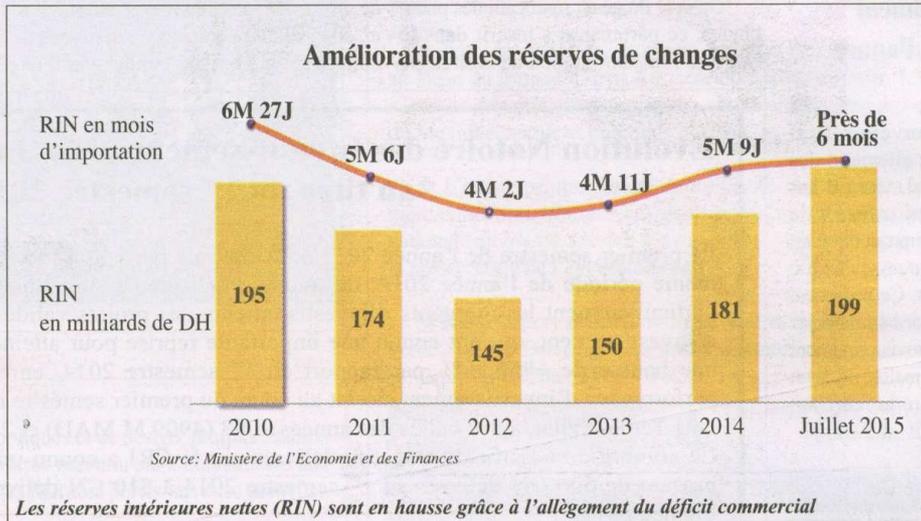
ra avec un taux

d'intégration de 80%». Même s'ils ont contribué à l'augmentation des exportations, les plans sectoriels sont également à l'origine d'une hausse jugée plus que «proportionnelle des importations» en raison d'une intégration insuffisante des filières. En 2014, les exportations ont progressé de 7,9%, après s'être stabilisées en 2013 (185,4 milliards de dirhams). Cet accroissement s'explique, principalement, par la hausse des ventes des produits finis de consommation (+21,4%), des demi-produits (+7,3%) et des produits alimentaires (+5,4%). Trois groupes qui représentent 70,9% du total exporté. L'année dernière a également été marquée par une légère hausse des importations à 386,1 milliards de dirhams contre 387,1 milliards l'année d'avant. Ces achats sont également dominés par trois groupes de produits, à savoir l'énergie, les demi-produits et les biens d'équipement.

L'essentiel des acquisitions des demi-produits porte sur les matières plastiques, les produits chimiques ainsi que les composants électriques et électroniques. Côté biens d'équipement, le plus gros des achats concerne les appareils, les véhicules industriels, les câbles, pièces détachées et moteurs à pistons. □

Khadija MASMOUDI

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com



Les réserves intérieures nettes (RIN) sont en hausse grâce à l'allègement du déficit commercial

qué par des mutations profondes et une concurrence exacerbée notamment des pays émergents. Ensuite, le redressement des comptes extérieurs. La réduction du déficit commercial entamée en 2013 s'est poursuivie en 2015. Celle-ci est due à la bonne performance des métiers mondiaux du Maroc et à la baisse de la facture éner-

ce responsable. Une veille sur le marché pour faire face aux pratiques de concurrence déloyale est également en place. D'ailleurs, plusieurs mesures de défense commerciale ont été prises et d'autres seraient en cours.

Sur les trois dernières années, l'offre exportable s'est légèrement amélioré-